



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 23/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KNAUF ILE DE FRANCE**

Route de Bray  
77130 Marolles-Sur-Seine

Références : E25/ 14 33  
Code AIOT : 0006501518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement KNAUF ILE DE FRANCE implanté Route de Bray 77130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF ILE DE FRANCE
- Route de Bray 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006501518
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis le début des années 1990, la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE est spécialisée dans la fabrication, transformation et stockage de polymère expansé. Le volume maximum autorisé pour la transformation de polymères est de 50 t/j. Les volumes stockés (billes, blocs, produits finis...) sont de 39 400 m<sup>3</sup>.

Les activités de la Société KNAUF ÎLE-DE-FRANCE sont réglementées et/ou autorisées par l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/069 du 29 juin 2011 autorisant la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE à poursuivre et à étendre les capacités de production et de stockage pour la fabrication et la transformation de polymère expansé au sein du site existant implanté sur le territoire de la commune de MAROLLES-SUR-SEINE (77 130), Route de Bray

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.1.1.	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PORTER À CONNAISSANCE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1.5.1.	Sans objet
2	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.2.	Sans objet
3	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.3	Sans objet
4	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2.	Sans objet
5	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.1.1.	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'installation est globalement bien tenue et les contrôles réglementaires sont correctement réalisés. L'exploitant doit sécuriser l'entrée de son site et mettre en place un accueil et un suivi des personnes extérieures présentes sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PORTER À CONNAISSANCE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation où à leur Voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé en 2021 un porter à connaissance pour son projet de modification relatif à la réalisation d'un auvent de presque 3 000 m <sup>2</sup> en partie nord Est du site, afin de pouvoir stocker des produits semis finis, ainsi que sur la réorganisation d'une partie des stockages.  Au regard des enjeux de ce projet, l'avis des services d'incendie avait été sollicité. Une demande de compléments de la DRIEAT a été faite à l'exploitant en février 2022 pour qu'il prenne en compte les recommandations du SDIS. L'exploitant a réalisé les modifications dans son projet en prenant compte les différentes demandes et a reçu un avis favorable du SDIS en avril 2022.  Une nouvelle version du porter à connaissance consolidé a été déposée en décembre 2024 par l'exploitant. Cela n'appelle pas de remarque de l'inspection.  <b>L'inspection prend donc acte des modifications apportées à l'installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : PLAN DES RÉSEAUX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  Un plan des réseaux à jour a été présenté à l'inspection incluant toutes les demandes précédemment faites.  Ce plan est mis à disposition des services de secours pour toute intervention sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
<b>Constats :</b>  La dernière vérification des installations électriques a été effectuée en mars 2025 par la société VERITAS.  Celle-ci a relevé 23 non-conformités dont 21 nouvelles observations.  Le site est bien suivi et la remise aux normes est effectuée après chaque vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les équipements sont maintenus et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.  Les extincteurs ont été contrôlés le 27/05/24. Les RIA, le système de désenfumage ainsi que le

poteau incendie présent à l'intérieur du site ont été contrôlés le 10/03/2025.  
Ces contrôles ont été effectués par la société ARLI.

La borne incendie publique présente à proximité immédiate du site a été contrôlée le 29/10/2024.

Le système SSI a été contrôlé le 25/03/25 par la société CHUBB SIKLI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consommation en eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau.[...]  
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :  
Réseau public : 20 000 m<sup>3</sup>

**Constats :**

L'exploitant prend des dispositions pour limiter les consommations d'eau.  
La consommation sur le réseau d'eau public a été de 5 205 m<sup>3</sup> pour l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Gardiennage et contrôle des accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès

**Prescription contrôlée :**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.  
L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

**Constats :**

L'accès au site n'est pas suffisamment contrôlé.  
A l'entrée du site, il n'y a pas d'accueil ni de contrôle des personnes extérieures.  
L'exploitant n'a donc pas la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires pour assurer l'accueil et le contrôle des personnes arrivant sur le site ainsi que leurs suivis pendant leur présence dans l'établissement et cela jusqu'à leur sortie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois